

## **Motion présentée par les représentants des professeurs (liste SNES et sympathisants) et les représentants des parents d'élèves (FCPE) du lycée Camille PISSARRO de PONTOISE**

Les professeurs et les parents d'élèves constatent que la DHG accordée au lycée Pissarro subit une baisse (en partie expliquée par la fermeture d'une formation) avec une forte hausse des heures supplémentaires (HSA) alors que les effectifs continuent d'augmenter. Cette dotation s'avère d'ores et déjà nettement insuffisante au vu des demandes massives de dédoublement de l'ensemble des professeurs.

Les professeurs et les parents d'élèves s'interrogent sur la pertinence de la présentation faite sur les créations/suppressions de postes puisqu'à ce jour l'impact des choix, par les élèves, de spécialités et d'options dans le cadre de la réforme du lycée, sur les moyens nécessaires par discipline n'est pas connu. Il ne sera que tardivement ce qui ne peut que nuire à l'organisation de la rentrée 2019 avec un appel à des compléments de service, des contractuels, des heures supplémentaires... au détriment de la réussite des élèves.

Les professeurs et les parents d'élèves sont très inquiets des conséquences de la réforme en cours et la réalité de sa mise en œuvre. Ils constatent :

- Les élèves doivent choisir précocement un avenir alors même :
  - qu'ils n'ont ni visibilité, ni conscience des impacts de leurs choix faits en seconde,
  - que les programmes de Terminale ne sont pas connus,
  - que l'enseignement supérieur n'a encore pas défini ses attentes.
- Les élèves suivront des nouveaux programmes de 1<sup>ère</sup> après ceux d'une 2<sup>nde</sup> ancienne formule.
- Des programmes de premières inadaptés et d'ailleurs massivement rejetés par le CSP et les associations des professeurs.
- L'absence de mathématiques dans le tronc commun, et la présence de mathématiques à visée scientifique uniquement en enseignement de spécialité.
- Une offre d'enseignements de spécialité :
  - conditionnée aux choix réels des élèves,
  - conditionnée aux ressources disponibles (celles des filières actuelles S, ES, L),
  - mais qui organise une mise en concurrence des disciplines et des établissements.
- Des modalités d'épreuves de Bac et de CCF encore inconnues.
- La fin du bac comme diplôme national en raison de l'instauration d'un CCF.
- Le risque d'assèchement des filières technologiques, voie de réussite pour de nombreux élèves.

D'une façon globale, Ils craignent :

- Une AP non financée et donc une diminution des heures correspondantes.
- Une réduction du nombre d'heures de cours à destination des élèves (hors option), de 30h actuellement, à 28h...
- Une surcharge des classes facilitée par la fin des séries...

... Et finalement des moyens insuffisants qui laissent apparaître la réelle logique comptable de la réforme : faire des économies de postes au détriment des conditions de travail des enseignants et de la réussite des élèves

Or l'objectif affiché était de permettre aux élèves de pouvoir choisir des spécialités ou des familles de métiers en fonction de leurs envies et de leurs compétences, mais aussi de donner davantage de moyens en direction des élèves qui ont le plus besoin d'accompagnement.

L'esprit de cette réforme était d'agir contre les inégalités et permettre l'accès sans distinction à un large panel de spécialités, afin que chaque jeune puisse cibler son avenir, ce qui n'est pas réalisable sans ressources et sans visibilité dans l'enseignement supérieur.

Pour toutes ces raisons, les représentants des professeurs et des parents, attachés à la réussite de tous les élèves, demandent l'abandon ou à minima le report de cette réforme qui ne fera qu'aggraver une situation de sureffectif au lycée Pissarro déjà très problématique.